



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Communiqué de presse des syndicats de la FSU

Lundi 18 décembre, les CAEN (Conseil Académique de l'Éducation Nationale) des académies de Nancy-Metz, Reims et Strasbourg se sont réunis pour examiner l'évolution de la carte des formations professionnelles dans la région Grand Est.

Une première réunion, le 8 décembre, avait été boycottée par l'ensemble des organisations syndicales représentatives des personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement agricole suite aux mesures brutales et scandaleuses annoncées pour le Lycée professionnel par la ministre déléguée à l'enseignement et à la formation professionnelle.

Lors de ce CAEN, la région Grand Est a présenté la convention de partenariat pour la transformation et la valorisation de la voie professionnelle en région Grand Est et surtout la liste des ouvertures / fermetures / transformation de formations dans les lycées professionnels de la Région.

La FSU dénonce les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette instance. Alors que les évolutions de la carte des formations ont comme objectifs une adaptation des propositions de formation aux possibilités de débouchés et/ou de poursuites d'études, aucun document permettant aux représentants des personnels d'apprécier la pertinence des choix opérés par la Région ne nous a été communiqué (indicateur sur les taux de pression, indicateur sur les taux d'insertion par exemple, source des chiffres, ...).

La FSU avait par ailleurs demandé des informations complémentaires sur le nombre d'élèves concernés par ces formations et leur répartition par genre ainsi que sur le devenir des enseignants concernés par les fermetures de formation. Elle n'a obtenu aucune réponse précise à ces demandes alors qu'il en va de l'avenir de nombreux jeunes et de personnels engagés depuis des années auprès d'eux.

Plus grave encore, les instructions ministérielles sont d'aller plus vite et plus loin dans la réforme de l'enseignement professionnel. La Région n'est absolument pas force de proposition, elle ne fait qu'acter ce qui est décidé dans les cabinets ministériels. Cela va se traduire par une évolution de 6% chaque année de la carte de formation. La fermeture de 100% des formations jugées non assez insérantes. C'est d'une brutalité inouïe.

De plus, alors qu'une priorité affichée par la Région est de "préparer les transitions fondamentales" en lien notamment avec la transition énergétique et la transition industrielle, la FSU constate que la plupart des formations ouvertes ont surtout pour objectifs de répondre aux difficultés de recrutement des entreprises, par exemple dans les secteurs de la restauration ou de l'aide à la personne.

Plutôt que de poser la question de l'attractivité de ces métiers et donc des salaires et des conditions de travail, l'Etat et la Région font le choix de mettre la formation professionnelle au service immédiat des entreprises, sans prendre en compte les aspirations des élèves. C'est complètement ignorer la réalité du terrain : un jeune qui n'obtient pas son voeu n°1 a 150% de plus de chance de décrocher*.

Enfin, la FSU constate que si la majorité des fermetures concerne des lycées publics, l'enseignement privé est, lui, bien servi par les projets d'ouvertures de formation. La FSU réitère sa demande que l'argent public finance l'école publique, à tous les niveaux d'enseignement.

Pour toutes ces raisons, les syndicats de la FSU des 3 académies du Grand Est s'opposent à cette révision de la carte des formations et ont voté contre les projets présentés lors des CAEN.

* source : "Décrochage scolaire en France : quel rôle pour les contextes locaux ?". V. di Paola et S. Mouillet. 2020